

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2026-27 du 16 juillet 2026

Sommaire

Commerce et sanctions

1. D. Trump renonce à sa « taxe » de 20 % sur le fret transitant par Ormuz et privilégie des accords avec les pays du Golfe
2. D. Trump favorise la négociation dans le cadre des résultats de l'enquête 232 visant l'aéronautique
3. L'administration impose des droits de 25% sur le Brésil en vertu de la Section 301 du Trade Act de 1974

Climat – énergie – environnement

4. Le Président Donald Trump modifie les périmètres de deux monuments nationaux dans l'Utah
5. Le Département de l'Énergie publie le projet d'étude nationale 2026 sur les besoins en matière d'infrastructure de transport d'électricité

Industrie

Brèves

Numérique et innovation

Brèves

Santé

Brèves

Les prochaines brèves sectorielles seront publiées le 3 septembre 2026.

Le service économique régional de Washington vous souhaite un bel été 🌞

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le *Washington Wall Street Watch*, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. D. Trump renonce à sa « taxe » de 20 % sur le fret transitant par Ormuz et privilégie des accords avec les pays du Golfe

Le 14 juillet, dans le cadre d'un [Truth](#) social, D. Trump a annoncé renoncer à son projet d'imposer une redevance de 20 % sur toutes les cargaisons transitant par le détroit d'Ormuz. Il a indiqué qu'il privilégierait désormais la conclusion d'accords commerciaux et d'investissement avec les États du Golfe : « Based on highly productive conversations with Middle East leadership, I have decided to replace the 20% United States Reimbursement Fee with Trade and Investment Deals that the various Gulf States will be making into the United States ». Pour mémoire, lundi, dans une [publication](#) sur Truth Social, D. Trump avait [annoncé](#) le rétablissement du blocus naval américain contre l'Iran et l'instauration d'un prélèvement de 20 % sur toutes les cargaisons transitant par le détroit d'Ormuz, après que Téhéran avait de nouveau fermé le passage.

2. D. Trump favorise la négociation dans le cadre des résultats de l'enquête 232 visant l'aéronautique

Le 9 juillet, D. Trump a publié la [proclamation](#) relative aux résultats de l'enquête menée en vertu de la Section 232 du Trade Act de 1962 (sécurité nationale) sur les importations d'aéronefs commerciaux, de moteurs à réaction et de leurs pièces associées. Le document est accompagné d'une [fiche explicative](#). Pour mémoire, cette enquête sur le secteur aéronautique avait été [lancée](#) le 1er mai 2025. Le Président choisit aujourd'hui d'engager ou poursuivre les négociations avec ses partenaires commerciaux, plutôt que d'imposer des droits de douane. Il fixe un délai de 180 jours à compter d'aujourd'hui, à l'issue duquel il pourrait prendre une décision sur d'autres mesures à adopter — soit le 5 janvier 2027.

3. L'administration impose des droits de 25% sur le Brésil en vertu de la Section 301 du Trade Act de 1974

Le 15 juillet, le Bureau du représentant américain au Commerce (USTR) a [annoncé](#) qu'il imposera, en vertu de la Section 301 du Trade Act de 1974 et à compter du 22 juillet, des droits de douane de 25 % sur une série de produits en provenance du Brésil, à la suite d'une enquête lancée l'année dernière sur les politiques numériques du pays, les traitements préférentiels accordés à d'autres pays, ainsi qu'un ensemble de pratiques jugées préjudiciables aux entreprises américaines. L'avis prévoit des exemptions tarifaires portant notamment sur les matières

premières dont la soumission aux droits de douane risquerait d'entraîner une indisponibilité de l'offre nationale, les produits susceptibles de provoquer des perturbations à l'échelle de l'économie, ceux qui ne peuvent être cultivés ou fabriqués en quantités suffisantes ou à des prix raisonnables aux États-Unis — ni obtenus auprès d'autres sources —, ainsi que les articles pour lesquels ces droits ne contribueraient pas de manière substantielle à faire cesser les actes, politiques et pratiques du Brésil visés par l'enquête. Ces exemptions concernent notamment le café, le bœuf, le pétrole et les aéronefs civils. Pour mémoire, le 1^{er} juin dernier, l'USTR avait publié ses [recommandations](#) de mesures préliminaires dans le cadre de l'enquête (voir [Brèves sectorielles](#) du 4 juin 2026).

Brèves

- Le 10 juillet, le Bureau of Industry and Security (BIS) du département du Commerce a publié une [règle finale](#), d'effet immédiat, assouplissant les contrôles à l'exportation vers les Emirats arabes unis. Les Emirats sont retirés des groupes de pays sensibles des EAR (D:3 et D:4) et rejoignent le groupe A:5. Par ailleurs, le gouvernement émirati et une liste fermée d'entités peuvent désormais acheter sans licence ni plafond les puces d'intelligence artificielle américaines.
- A la [demande](#) du Bureau du représentant américain au Commerce (USTR), la Commission américaine du commerce international (USITC) a [ouvert](#) une enquête, en vertu de la Section 202 du Trade Act de 1974, afin d'évaluer si l'augmentation des importations de viande d'agneau aux États-Unis cause, ou risque de causer, un préjudice grave à l'industrie américaine concernée. Des projets de questionnaires sont ouverts aux commentaires du public jusqu'au vendredi 17 juillet 2026.

Climat – énergie – environnement

4. Le Président Donald Trump modifie les périmètres de deux monuments nationaux dans l'Utah

La Maison Blanche a annoncé le 13 juillet la signature de deux proclamations présidentielles modifiant les limites des monuments nationaux [Grand Staircase-Escalante](#) et [Bears Ears](#) dans l'Utah, en application de l'*Antiquities Act*. La proclamation sur Grand Staircase-Escalante réduit la superficie du monument d'environ 1,87 million d'acres (≈ 7 568 km²) à 181 541 acres (≈ 735 km²), soit une réduction

d'environ 90 %. La proclamation sur Bears Ears réduit la superficie du monument d'environ 1,36 million d'acres ($\approx 5\,503\text{ km}^2$) à 121 096 acres ($\approx 490\text{ km}^2$), soit une réduction d'environ 91 %. Parmi les considérants, les textes indiquent que les zones retirées comprennent des ressources considérées comme importantes pour la sécurité économique et nationale des États-Unis, notamment des minéraux critiques. Les terres exclues pourront, après les délais prévus, être ouvertes aux usages autorisés par les lois fédérales sur les terres publiques, notamment l'exploration et l'exploitation minières.

5. Le Département de l'Énergie publie le projet d'étude nationale 2026 sur les besoins en matière d'infrastructure de transport d'électricité

Le Département de l'Énergie (DoE) a [publié](#) le 9 juillet son projet d'Étude nationale 2026 sur les besoins en matière d'infrastructures de transport d'électricité (*National Transmission Needs Study*), soumis à la consultation publique pendant 60 jours. D'après le DoE, cette étude montre qu'il existe un besoin urgent de développer les infrastructures de transport d'électricité afin de répondre à la croissance de la demande, portée notamment par les centres de données, l'essor de la production manufacturière nationale, les importantes charges industrielles et la croissance économique. L'étude souligne que le renforcement du réseau est indispensable pour i) maintenir la fiabilité du système électrique, ii) raccorder de nouvelles capacités de production et de nouveaux consommateurs, iii) réduire les phénomènes de congestion, qui se concentrent sur un faible nombre d'heures mais génèrent des coûts élevés. Le DoE met également en avant l'importance des interconnexions entre régions, qui améliorent la résilience du réseau, renforcent la sécurité d'approvisionnement et permettent de limiter les coûts pour les consommateurs. Enfin, le rapport constate que plusieurs opérateurs régionaux ont déjà lancé des programmes d'investissement historiques dans les réseaux de transport afin d'anticiper ces besoins. Le projet est ouvert aux commentaires jusqu'au 7 septembre 2026.

Brèves

- L'Agence d'Information sur l'Énergie (EIA) a [indiqué](#) le 15 juillet qu'au deuxième trimestre 2026, les perturbations des flux internationaux de pétrole brut et de produits pétroliers via le détroit d'Ormuz ont entraîné une forte volatilité des prix, avec un Brent atteignant 118 dollars le baril. Les stocks mondiaux de brut ont diminué de 5,1 millions de barils par jour, tandis qu'aux États-Unis, les stocks commerciaux sont passés d'un niveau supérieur à leur moyenne saisonnière quinquennale en

début de trimestre à leur plus bas niveau saisonnier depuis 2014, sous l'effet d'exportations record et d'une forte activité des raffineries. Celles-ci ont traité davantage de pétrole brut qu'au cours de tout deuxième trimestre depuis 2019, soutenues par des marges élevées sur l'essence, le diesel et le carburéacteur. La production américaine de carburéacteur a progressé de 24 % par rapport à la moyenne quinquennale et celle de distillats de 5 %, permettant des exportations records de produits raffinés, dont 1,56 million de barils/jour de distillats (+30 %) et 356 000 barils/jour de carburéacteur (plus du double de la moyenne quinquennale).

- La Maison-Blanche a [publié](#) le 13 juillet une proclamation présidentielle accordant un délai de mise en conformité de deux ans à certaines usines chimiques concernées par l'application de la norme environnementale « HON » (« *Hazardous Organic National Emission Standards for Hazardous Air Pollutants* ») de l'Agence de protection de l'environnement (EPA), qui impose de nouvelles exigences en matière de contrôle des émissions atmosphériques. La fiche d'information associée [précise](#) que cette mesure vise à permettre la continuité des activités de sites produisant des composants essentiels aux semi-conducteurs, à la défense, à l'industrie de pointe et à la stérilisation médicale. Cette décision est justifiée par des considérations de sécurité d'approvisionnement nationale, l'administration estimant que les technologies nécessaires au respect des nouvelles exigences de réduction des émissions ne sont pas encore viables commercialement dans de nombreux cas.
- Le 10 juillet, le Département d'État a [annoncé](#) que les États-Unis prenaient la présidence du *Forum on Resource Geostrategic Engagement* (FORGE), succédant à la Corée du Sud. Lancée lors de la réunion ministérielle sur les minerais critiques du 4 février 2026 à Washington, DC, cette coalition de pays vise à sécuriser et diversifier les chaînes d'approvisionnement en minerais critiques.
- Le Département de l'Intérieur (Dol) et le Département du Commerce ont [annoncé](#) le 10 juillet supprimer la définition réglementaire élargie de « *harm* » dans l'*Endangered Species Act* (ESA), estimant qu'elle imposait des contraintes excessives au-delà du texte voté par le Congrès. Le Dol précise que la réforme maintient l'interdiction de tuer ou blesser directement des espèces protégées, mais limite les restrictions liées aux impacts indirects ou hypothétiques des activités humaines. Le Dol précise que l'objectif est de réduire les coûts

et délais réglementaires pour les propriétaires fonciers, agriculteurs, entreprises et collectivités tout en conservant les protections essentielles de la faune.

- La Banque d'Import-Export (ExIm Bank) a [annoncé](#) le 9 juillet la nomination de Brett Lambert au poste de président exécutif de VaultCo LLC, le partenariat public-privé chargé de mettre en œuvre Project Vault qui vise à : i) protéger les fabricants américains contre les chocs affectant les chaînes d'approvisionnement et à la constitution de stocks de minerais critiques ; ii) développer la production et la transformation aux États-Unis de ces minerais.

Industrie

Brèves

- Le 13 juillet, Reuters [rapporte que](#) Stellantis a annoncé une hausse de 10 % de ses livraisons mondiales au deuxième trimestre, à près de 1,6 million de véhicules, portée par un fort rebond en Amérique du Nord (+38%), grâce au succès de nouveaux modèles et versions renouvelées, notamment chez Ram, Jeep et Chrysler. En Europe, les livraisons progressent de 5%, soutenues par la demande pour les modèles d'entrée de gamme, tandis que les volumes reculent en Amérique du Sud, au Moyen-Orient et en Afrique. Cette amélioration constitue un premier signal positif pour le plan de redressement engagé par le nouveau directeur général Antonio Filosa.
- Le 15 juillet, Safran Helicopter Engines et Electra.aero ont [annoncé](#) la signature d'un accord de production pour la fourniture du turbogénérateur TG600, qui équipera l'EL9 Ultra Short, avion hybride-électrique à décollage et atterrissage ultra-court développé par le leader américain. L'accord, qui prolonge le protocole d'entente de 2023, prévoit une commande initiale de 250 turbogénérateurs, développés à partir du moteur Arrano et délivrant 600 kW grâce à deux générateurs GENeUS de Safran Electrical & Power. Cette étape-clé accompagne la certification de l'EL9, dont le premier vol est attendu fin 2027-début 2028 et la mise en service en 2030.
- L'appel à commentaires de l'USTR sur le nouveau « Board of Trade » entre les États-Unis et la Chine, annoncé lors de la visite de D. Trump à Pékin en mai dernier, [suscite](#) l'intérêt des entreprises. Plus de 500 soumissions ont été enregistrées en

réponse à l'appel à commentaires, mettant en lumière deux grandes priorités des entreprises : (i) l'institutionnalisation du mécanisme (forums réguliers à haut niveau, réunions techniques par secteur, canal formel de participation de l'industrie) plutôt qu'un dialogue ad hoc, et (ii) une définition claire et opérationnelle des biens « non sensibles » éligibles aux réductions tarifaires. Des centaines d'entreprises ont individuellement plaidé pour l'inclusion de leurs produits tandis que la US Chamber a demandé des clarifications sur le périmètre exact du mécanisme avant de pouvoir fournir des contributions plus substantielles. De son côté, la Coalition for a Prosperous America (qui représente les producteurs domestiques et est connue pour son positionnement protectionniste) s'est opposée au dispositif dans son ensemble, estimant qu'« aucun produit américain n'est véritablement non sensible ».

- Le CEO de Nissan [met en avant](#) sa stratégie de relocalisation de la production aux Etats-Unis. La part de véhicules produite par le constructeur japonais aux Etats-Unis serait passée de 45% à 60% en un an, avec un objectif de 80% à horizon 4-5 ans. En revanche, le transfert des modèles à moins de 30 000 \$ (Sentra, Kicks), produits au Mexique, restait « impraticable » en raison de marges trop faibles pour absorber les coûts de relocalisation. Nissan se serait acquitté de 1,6 Md\$ de droits de douane en 2025.
- Volkswagen, mis en difficulté entre autres par les droits de douane américains et l'attrition du marché chinois, [pourrait](#) supprimer 50 000 emplois supplémentaires (en plus des 50 000 déjà négociés).

Numérique et innovation

Brèves

- Le 10 juillet, Apple a [engagé](#) une action en justice contre OpenAI, l'accusant de vol de secrets industriels et de manquement à ses obligations contractuelles. Le fabricant de l'iPhone reproche au laboratoire d'IA d'avoir poussé d'anciens salariés d'Apple, ainsi que des candidats à l'embauche, à lui transmettre des informations confidentielles sur des produits encore non commercialisés, dans le but de concevoir ses propres appareils. Tandis qu'OpenAI conteste cette accusation, le recours pourrait retarder la sortie de son premier appareil. Le 14 juillet, Bloomberg a ainsi [rapporté](#) que

l'entreprise s'apprêtait à commercialiser son premier produit physique : une enceinte connectée sans écran, faisant office d'assistant personnel à domicile. Selon le journal, le produit devrait être dévoilé cette année et mis en vente en 2027, ce calendrier restant subordonné à l'issue du litige, Apple réclamant l'interdiction de la commercialisation des appareils d'OpenAI.

- Le 13 juillet, plus de 200 économistes et chercheurs en intelligence artificielle ont signé une [déclaration commune](#) intitulée « We Must Act Now », appelant les pouvoirs publics à anticiper dès à présent les effets de l'IA sur l'économie et l'emploi. Coordonné par le laboratoire d'économie numérique de l'université Stanford, le texte estime que l'IA pourrait connaître des progrès considérables au cours des dix prochaines années et bouleverser l'économie plus profondément que la révolution industrielle, mais en beaucoup moins de temps, avec à la clé un risque de suppressions d'emplois massives. Les signataires réclament des incitations, des garde-fous et des institutions permettant de mettre l'IA au service de la société. Parmi eux figurent les prix Nobel Joseph Stiglitz, Daron Acemoglu et Simon Johnson, le chercheur en IA Yoshua Bengio, ainsi que des responsables d'Anthropic, d'OpenAI et de Google.
- Le 14 juillet, la gouverneure de l'État de New York, Kathy Hochul, a [signé](#) un décret (executive order) instaurant le premier moratoire adopté par un État américain sur la construction des centres de données dépassant 50 mégawatts de puissance. Le décret suspend pour un an la délivrance des autorisations environnementales de l'État, le temps de définir un cadre réglementaire portant sur ces consommations. La gouverneure a justifié sa décision par la volonté de protéger les habitants d'une hausse de leurs factures d'électricité et de préserver les ressources naturelles.
- Le 14 juillet, Demis Hassabis, cofondateur et PDG de Google DeepMind, a publié un [essai](#) appelant les États-Unis à créer un organisme de normalisation de l'IA, conçu comme le socle d'un cadre mondial. L'organisme proposé s'inspirerait du modèle de la FINRA (*Financial Industry Regulatory Authority*), organisme privé d'autorégulation du secteur financier américain, financé par l'industrie mais supervisé par l'État fédéral. Selon sa proposition, les laboratoires d'IA soumettraient d'abord volontairement leurs modèles les plus avancés à cet organisme jusqu'à 30 jours avant leur publication, pour une évaluation des risques en matière de

cybersécurité, de biologie et de tromperie, avant que cette démarche ne devienne obligatoire pour tout déploiement sur le marché américain. Le cadre s'appliquerait à tous les modèles de frontière, indépendamment de leur pays d'origine ou de leur caractère ouvert ou fermé. D. Hassabis estime que la gestion improvisée par l'administration Trump des modèles Mythos et Fable d'Anthropic a constitué un « signal d'alerte » (*wake-up call*) justifiant la mise en place d'un cadre institutionnel adapté. La proposition a reçu un soutien large auprès de l'industrie, dont des grandes entreprises du secteur (Sam Altman d'OpenAI, Satya Nadella de Microsoft), de personnalités du capital-risque et du monde entrepreneurial (Jack Dorsey de Block, Chamath Palihapitiya, Ashton Kutcher), ainsi que de proches de l'administration actuelle (Sriram Krishnan).

Santé

Brèves

- Le 14 juillet, un groupe d'associations de santé publique a [déposé](#) une plainte en district fédéral du Maryland contre la Food and Drug Administration (FDA) et le Département de la Santé et des Services sociaux (HHS), contestant une *guidance* publiée en mai autorisant les fabricants de cigarettes électroniques et de pochettes de nicotine à maintenir leurs produits en vente tant que leurs demandes d'autorisation de mise sur le marché sont en cours d'examen par la FDA [voir [Brèves sectorielles du 14 mai 2026](#)], en violation selon eux de la loi fédérale qui exige une autorisation préalable. Les plaignants dénoncent une mesure qui bénéficie en particulier aux produits aromatisés prisés par les adolescents, et rappellent qu'une disposition similaire adoptée en 2017 avait déjà été annulée à la suite d'une action en justice qu'ils avaient initiée.

- Le 15 juillet, quatre élus démocrates de la Chambre des représentants (Kathy Castor (D - Floride), Judy Chu (D - Californie), Summer Lee (D - Pennsylvanie) et Chris Pappas (D – New Hampshire)) ont [introduit](#) le *Drug Deal Disclosure Act*, une proposition de loi exigeant la divulgation publique des accords sur les prix des médicaments conclus entre la Maison-Blanche et les grands laboratoires pharmaceutiques (17 à ce jour selon la Maison Blanche, dont le français Sanofi), ainsi qu'une évaluation indépendante de leur impact réel sur les coûts pour les patients et les contribuables. Il s'agit du pendant à la Chambre d'une proposition déjà introduite au Sénat le 21 avril dernier par le *Ranking Member* de la Commission des finances Ron Wyden et cosignée par 18 sénateurs démocrates.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)